



Conseil Economique et Social

Distr.
LIMITEE

E/1993/L.23/Add.1
14 juillet 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Session de fond de 1993
Genève, 28 juin - 30 juillet 1993
Point 18 de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Incidences sur le budget-programme des projets de décision I, II et III recommandés au Conseil économique et social pour adoption

Déclaration présentée par le Secrétaire général en application de l'article 31 du règlement intérieur du Conseil économique et social

A. Demandes formulées dans les projets de décision

1. Aux termes du projet de décision I figurant dans l'extrait du rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur sa huitième session (E/1993/L.23), le Conseil économique et social, notant le nombre de rapports des Etats parties que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels n'a pas encore examinés, et conscient qu'une telle situation nuit gravement à l'efficacité du système de surveillance de l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et menace sa crédibilité, autoriserait le Comité, à titre exceptionnel, à tenir une session supplémentaire extraordinaire d'une durée de trois semaines au cours du premier semestre de 1994. En outre, afin de préparer l'examen des rapports des Etats parties auquel le Comité procédera pendant sa session supplémentaire extraordinaire, le Conseil autoriserait la tenue d'une réunion extraordinaire de trois jours du Groupe de travail d'avant-session du Comité, qui doit avoir lieu immédiatement après la clôture de la neuvième session du Comité.

GE.93-70248 (F)

2. Aux termes du projet de décision II, le Conseil, notant que du fait des mesures récemment approuvées par l'Assemblée générale, les membres de cinq des six organes créés par traité composés d'experts indépendants ont droit à des honoraires pour leurs services, et reconnaissant qu'il est injuste que les membres d'un seul comité soient traités différemment à cet égard, déciderait d'autoriser le versement à chaque membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels d'honoraires équivalant à ceux que perçoivent les membres des autres organes créés par traité.

3. Aux termes du projet de décision III, le Conseil économique et social, notant l'importance que revêt la journée de débat général organisé par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels à chacune de ses sessions, dont les objectifs sont d'approfondir la compréhension des normes énoncées dans le Pacte, de consulter des experts dans le domaine considéré, d'associer le grand public à ses travaux et de jeter les bases nécessaires pour formuler des observations générales, approuverait l'allocation d'une somme de 10 000 dollars visant à permettre au Comité, à chacune de ses sessions, de financer les frais de voyage et de logement des experts qui seraient sinon incapables de participer au débat général.

4. Lorsqu'il a examiné ces projets de décision, le Comité n'était pas informé des incidences des activités proposées sur le budget-programme. Celles-ci sont donc présentées pour la première fois au Conseil économique et social.

B. Activités à entreprendre pour donner suite aux demandes

5. Les activités prévues par les projets de décision I, II et III ont été analysées par rapport au programme de travail établi par le programme 35 "Promotion et protection des droits de l'homme" du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 (A/45/6/Rev.1) et aux ressources connexes approuvées au titre des chapitres 28 (Droits de l'homme) et 32 (Services de conférence) du budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993.

Projet de décision I

6. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels se réunit normalement pour une session de trois semaines vers la fin de chaque année. Un groupe de travail d'avant-session se réunit pendant une semaine quelque trois ou quatre mois avant chaque session. Les frais de voyage et des

indemnités de subsistance sont payés aux 18 membres du Comité qui participent à la session annuelle et, en moyenne, à cinq membres qui participent au groupe de travail d'avant-session.

7. Le budget-programme de 1992-1993 prévoit une session et une avant-session annuelles, dont le coût s'élève à 236 300 dollars des Etats-Unis pour l'exercice biennal. De plus, on se souviendra que, dans sa décision 1992/259, le Conseil économique et social a autorisé, à titre exceptionnel, pour les raisons mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus, la tenue de la huitième session extraordinaire du Comité, d'une durée de trois semaines qui vient d'avoir lieu. L'Assemblée générale, dans sa résolution 47/219, a approuvé les prévisions révisées, d'un montant de 118 000 dollars des Etats-Unis pour l'exercice biennal 1992-1993, destinés à couvrir le coût de cette session extraordinaire.

8. La session extraordinaire additionnelle du Comité des droits économiques, sociaux et culturels proposée pour 1994 se tiendra à l'Office des Nations Unies à Genève au cours du premier semestre et durera trois semaines. Les incidences financières de cette session additionnelle sont estimées à 122 000 dollars des Etats-Unis. Le coût total des services de conférence qui devront être fournis au Comité s'élèverait à 1 306 700 dollars des Etats-Unis ventilés comme suit :

<u>Services de conférence</u> (Genève, trois semaines en 1994)	(En dollars des Etats-Unis)
i) Documentation avant la réunion (600 pages, 20 documents : anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe)	646 300
ii) Services des séances (30 réunions : anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe)	195 400
iii) Documentation pendant la réunion (90 pages, 10 documents : anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe)	113 700
iv) Documentation après la réunion (60 pages, 8 documents : anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe)	80 900
v) Comptes rendus analytiques (30 réunions : anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe)	<u>270 400</u>
Total	1 306 700

9. La réunion spéciale de trois jours que le groupe de travail d'avant-session du Comité devrait tenir aurait lieu à l'Office des Nations Unies à Genève en décembre 1993, immédiatement après la fin de la neuvième session du Comité. Les frais de cette réunion spéciale s'élèveraient à 5 600 dollars des Etats-Unis (indemnités de subsistance des cinq membres du Comité participant à la réunion spéciale). Le coût total des services de conférence se chiffrerait à 186 400 dollars des Etats-Unis pour la réunion du groupe de travail, ventilés comme suit :

Services de conférence

(Genève, 13-15 décembre 1993)

(En dollars des
Etats-Unis)

i) Documentation avant la réunion (200 pages, 7 documents : anglais, espagnol, français, russe)	124 800
ii) Service des séances (6 séances : anglais, espagnol, français, russe)	1 000
iii) Documentation pendant la réunion (50 pages, 7 documents : anglais, espagnol, français, russe)	28 100
iv) Documentation après la réunion (50 pages, 7 documents : anglais, chinois, espagnol, français, russe)	<u>32 500</u>
Total	186 400

10. Les incidences financières totales du projet de décision I, sur la base du coût intégral, sont les suivantes :

	<u>1992-1993</u>	<u>1994-1995</u>
	(En dollars des Etats-Unis)	
Coûts relatifs aux activités de fond	5 600	122 000
Services de conférence	<u>186 400</u>	<u>1 306 700</u>
Total	192 000	1 428 700

Projet de décision II

11. Le montant actuel des honoraires versés aux membres des organes et organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/218 du 17 décembre 1980 est le suivant :

Présidents	5 000 dollars
Autres membres	3 000 dollars.

12. En conséquence, le versement d'honoraires aux 18 membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels se chiffrerait à 56 000 dollars des Etats-Unis par an.

13. Comme il a été noté dans le rapport du Secrétaire général concernant l'étude d'ensemble de la question des honoraires versés aux membres des organes et organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/47/45), selon le principe fondamental énoncé par l'Assemblée dans sa résolution 2489 (XXIII) du 21 décembre 1968 et réaffirmé dans plusieurs résolutions ultérieures, il n'est pas normalement versé d'honoraires ni de rémunération, en sus de l'indemnité de subsistance au taux normal, aux membres des organes ou organes subsidiaires, sauf décision expresse de l'Assemblée générale. En conséquence, le Secrétaire général a fait observer que si le Conseil décidait d'adopter le projet de décision II, la mise en oeuvre de cette proposition, à savoir le versement d'honoraires aux membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, ne pourrait être envisagée qu'en 1994 au plus tôt, c'est-à-dire après que l'Assemblée générale aura examiné à sa quarante-huitième session les prévisions révisées découlant des résolutions et décisions du Conseil économique et social.

Projet de décision III

14. Une somme supplémentaire de 10 000 dollars des Etats-Unis serait nécessaire pour couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des experts qui seraient invités par le Comité à chaque session pour participer à la journée de débat général.

C. Possibilité de financement

15. Le coût des activités proposées par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels pour 1993 au titre des projets de décision I et III, à savoir : a) la réunion spéciale de trois jours du groupe de travail

d'avant-session du Comité, et b) la participation d'experts à la neuvième session du Comité qui doit se tenir en décembre 1993 est estimé à 15 600 dollars des Etats-Unis. Si le Conseil économique et social décidait d'adopter les projets de décision I et III, il est estimé que les coûts correspondants pourraient être couverts par les ressources existantes au titre du chapitre 28 (droits de l'homme) du budget-programme approuvé de l'exercice biennal 1992-1993.

16. Le coût estimatif des services de conférence est fondé sur l'hypothèse selon laquelle le coût des services de conférence ne serait pas financé à l'aide des ressources permanentes de services de conférence prévues au chapitre 32 du budget-programme et selon laquelle des crédits supplémentaires seront nécessaires pour financer le personnel temporaire requis pour les réunions. Il n'est possible de déterminer dans quelle mesure les ressources permanentes de l'Organisation devront être complétées par du personnel temporaire qu'une fois arrêté le calendrier des conférences pour 1992-1993. Toutefois, comme il est indiqué au paragraphe 32.4 du budget-programme, le niveau des ressources pour 1992-1993 pour le personnel temporaire pour les réunions a été évalué sur la base de l'expérience passée de façon à pouvoir financer non seulement les réunions qui seraient connues au moment de l'établissement du budget mais aussi pour celles qui seraient autorisées par la suite, sous réserve que le nombre et la répartition des réunions et conférences pendant l'exercice biennal 1992-1993 correspondent au schéma des réunions des dernières années. Cela étant, on estime qu'il n'y a pas à inscrire de dépenses supplémentaires au chapitre 32 du budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 par suite de l'adoption du projet de décision I.

17. Les coûts financiers relatifs aux activités de fond pour l'exercice biennal 1994-1995 résultant de l'adoption des trois projets de décision examinés s'élèveraient à 264 000 dollars des Etats-Unis ventilés comme suit :

(En dollars des Etats-Unis)

Projet de décision I

Session additionnelle du Comité	122 000
---------------------------------	---------

Projet de décision II

Honoraires	112 000
------------	---------

Projet de décision III

Frais de voyage des experts participant aux sessions ordinaires de 1994 et 1995 et à la session additionnelle de 1994 (10 000 dollars par session)	<u>30 000</u>
---	---------------

Total	264 000
-------	---------

18. Ces besoins seront examinés dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice 1994-1995 qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session.
